

Journée professionnelle

Les pratiques artistiques à l'aune de la nécessité écologique

[Retranscription 1/2]

17 décembre 2021



ANÉOT

Association Nationale des
Écoles d'Art Territoriales
de pratiques amateurs

Introduction

Émeline Eudes, Élisabeth Milon, Jean-Pierre Roda,
coprésident.e.s de l'ANÉAT.

Nous sommes très heureux de pouvoir vous retrouver toutes et tous pour la première journée professionnelle de l'ANÉAT. L'association qui met au cœur de ses missions la structuration des échanges sur des problématiques partagées par les écoles de pratiques amateurs en arts plastiques et visuels. Nous avons choisi cette année d'aborder deux thématiques qui relèvent des pratiques et concepts de l'enseignement artistique dans nos écoles. L'une porte sur la notion d'« éveil » et les ateliers proposés au plus jeunes de nos élèves, parfois même avant l'acquisition du langage verbale voire de la marche. L'autre sur les pratiques artistiques à l'aune de la nécessité écologique.

Nous remercions la Ville d'Ivry-sur-Seine pour son accueil et représentée aujourd'hui par Mme Revoy, directrice aux affaires culturelles de la Ville. Nous tenons à préciser que cette journée se réalise en partenariat avec le CNFPT-INSET, ce qui permet de valider cette journée comme journée de formation et de poser un premier jalon à la perspective d'un travail de co-construction d'offre de formation.

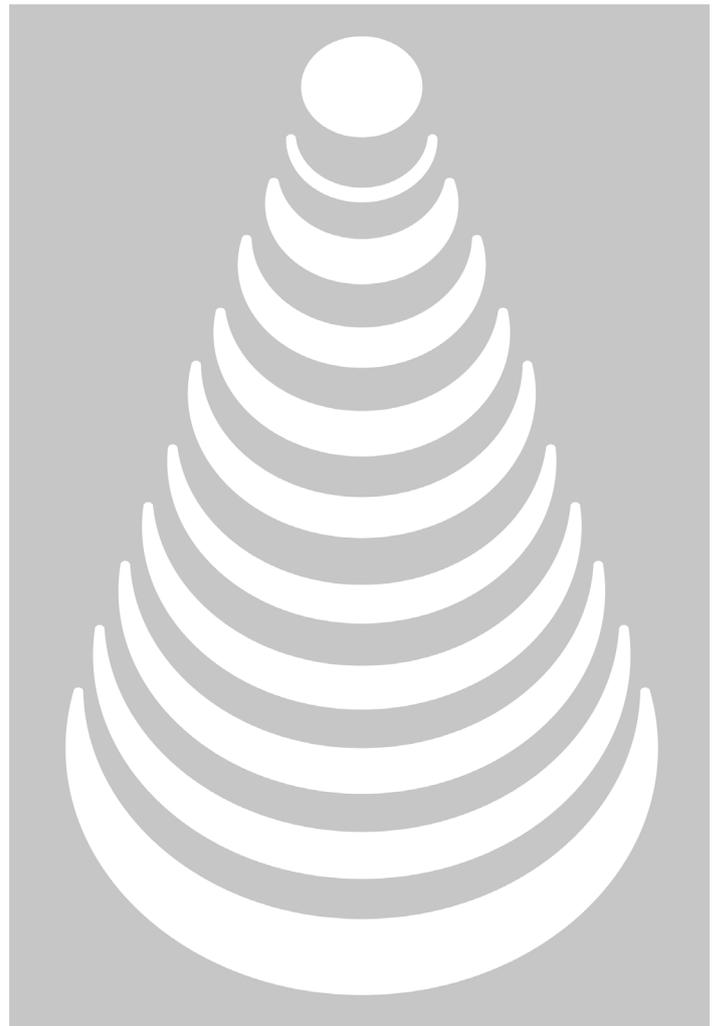
N'ayant pu être parmi nous en raison de la crise sanitaire que nous traversons, Mme Dominique Pornet-Rivoire, directrice de l'INSET a souhaité vous adresser le message que nous vous donnons en lecture : *« Mesdames, Messieurs, je vous présente tout d'abord nos excuses de n'avoir pu être à vos côtés pour cette journée professionnelle dont le sujet est particulièrement en phase avec les questions posées par les transitions qu'elles soient numériques, climatiques, démocratiques, sociétales, elles percutent les politiques publiques et par effet de ricochet vos métiers. Le CNFPT conscient de ces enjeux sociétaux se mobilise pour accompagner les collectivités et leurs agents afin de les aider et de vous aider à relever ces défis en enrichissant en permanence son offre de services. La participation à ce type d'événement est donc particulièrement importante pour le CNFPT afin de mieux identifier vos besoins et attentes. C'est pourquoi je tiens à remercier l'ANÉAT de nous avoir associés à la préparation de cette journée comme point de départ d'un partenariat à construire ou reconstruire dans une volonté partagée de mieux accompagner l'évolution des compétences requises pour vos métiers. Je vous souhaite au nom du CNFPT et plus particulièrement de l'INSET de Nancy une journée professionnelle riche en échanges et en partage d'expériences. »*

Marianne Revoy, *directrice aux affaires culturelles de la Ville d'Ivry-sur-Seine.*

Je suis très heureuse de vous accueillir aujourd'hui dans notre auditorium.

Je suis en poste depuis août 2021, je découvre la ville d'Ivry et, dans mon parcours, la galerie Fernand Léger et ses activités, en particulier, de pratique artistique. Ces ateliers de pratique artistique en arts plastiques à Ivry sont la démonstration de l'engagement de la Ville en matière de culture bien

sûr, mais aussi d'émancipation, de démocratie culturelle. Je suis d'autant plus heureuse de vous accueillir, car les thèmes que vous avez choisi de traiter aujourd'hui rejoignent complètement le projet municipal qu'il nous est demandé de mettre en œuvre à la Direction des Affaires Culturelles, avec toujours évidemment le soutien à la création qui demeure un des préceptes principaux. La lutte contre le réchauffement climatique est aussi un des points centraux du projet municipal pour lequel les Ivryens ont voté. Les services de la ville doivent prendre leur part évidemment dans cette mobilisation et s'engager à diversifier et à aller vers les publics, les citoyens, les habitants de la ville d'Ivry.



Les pratiques artistiques à l'aune de la nécessité écologique : Quels matériaux pour l'école d'art aujourd'hui ?

Intervenant.e.s

Émeline Eudes, directrice de l'École d'art intercommunale de Digne-les-Bains et coprésidente de l'ANÉAT, modératrice

Laurent Greslin, designer, enseignant et responsable des centres de ressources à l'ENSCI – Les Ateliers

Marion Legrand, représentante de la Fédération des Récupérathèques

Émeline Eudes : Nous accueillons ce matin Marion Legrand, représentante de la Fédération des Récupérathèques, qui nous apportera tout à l'heure les détails de cette organisation émergente, issue des Écoles supérieures d'art et plus précisément de ses étudiant.e.s. Il est intéressant de voir comment des étudiant.e.s se sont organisé.e.s pour répondre à la fois à des besoins économiques, mais aussi à une volonté éthique de travailler autrement à l'avenir. Nous accueillons également Laurent Greslin, designer, enseignant et responsable des centres de ressources à l'ENSCI – Les Ateliers. Laurent Greslin va nous présenter le travail qu'il effectue depuis plusieurs années, une sorte de petite révolution interne concernant l'usage des matériaux, avec des incidences à la fois sur la santé des travailleur.euse.s et sur la santé des milieux de vie, des environnements. Avant de laisser la parole à notre premier intervenant, je voulais faire une petite introduction par rapport à cette question de l'usage des matériaux dans nos écoles. Il s'agit d'un point de départ très concret dans notre travail quotidien, et qui devrait permettre d'amorcer une réflexion collective, savoir où nous en sommes chacun.e dans nos réflexions, dans nos parcours, dans notre gestion quotidienne des équipes et des écoles. Cette question s'avère d'actualité, puisqu'un mouvement étudiant est en train de se mettre en place à ce sujet ; c'est aussi une question très présente à la fois dans nos sociétés et dans différents milieux professionnels. Vous pouvez d'ailleurs consulter le lien du « Manifeste pour une pratique soutenable de la création » émanant d'un collectif de l'ENSAD Paris sur <https://manifeste.ensad.fr/fr/index.php>. Ce manifeste montre la nécessité et la demande sociale qui émerge sur cette question.

Laurent Greslin, *designer, enseignant, responsable de domaines d'enseignements, responsable des centres de ressources et co-directeur de la chaire « Impact sur l'économie circulaire »*.

Ces fonctions complémentaires interagissent entre elles. La responsabilité de domaines me permet d'imaginer des enseignements pour transmettre une discipline que je pratique, la direction des centres de ressources me permet de développer les outils pour expérimenter et penser les formes, et l'enseignement en ateliers de projets me permet d'analyser comment tout cela nourrit la pratique de nos étudiant.e.s, de s'adapter si nécessaire et d'être proactif sur l'ensemble de la chaîne.

La pédagogie de l'ENSCI est singulière. Les étudiant.e.s par exemple ne paient pas les matériaux. Ils leur sont donnés. Ils ont accès jour et nuit, 24h/24, 7j/7 aux ateliers. Pour limiter le gaspillage, nous avons repensé tout l'écosystème des ressources. La mise en place d'un magasin a permis de centraliser les nombreux achats de produits et matières et la création d'une récupérathèque a permis d'optimiser la fin de vie de ces produits.

Quand j'ai pris mes fonctions, les étudiant.e.s disposaient par exemple d'une trentaine de références de résines

différentes avec des qualités optiques et des solidités variées. L'idée était de se poser la question du flux de la matière. Il fallait remettre en place un magasin où les étudiant.e.s porteraient un regard très précis sur ce qu'ils souhaitaient utiliser. Leurs besoins ont donc été listés, et à partir de là le premier travail fut de récupérer l'ensemble des FDS (fiches de sécurité) de tous ces matériaux, depuis la colle jusqu'à des matières plus spécifiques. Ces FDS, concernant 350 références, ont été supervisées par un médecin du travail, qui a travaillé ensuite avec nous pour concevoir un grand tableau, dans lequel est hiérarchisée la dangerosité des matériaux. Certains produits étaient à risques, d'autres apparaissaient problématiques d'un point de vue environnemental voire mauvais pour certaines populations, tandis que d'autres étaient beaucoup plus sains. Tout ce qui était vraiment problématique et à risques a été immédiatement retiré du magasin.

Ensuite un autre travail a débuté, et continue encore : la recherche d'alternatives à tous les produits dangereux pour la personne et pour l'environnement. Trouver des alternatives, c'est arriver à identifier un produit, le tester dans les ateliers en sachant qu'il doit avoir les mêmes qualités que les produits nocifs. Ce produit une fois acté, on continue tout de même à rester vigilant sur les nouvelles évolutions et à mettre perpétuellement à jour le catalogue de références.

Le tableau mis en place il y a 5 ans est une base, un outil qui continue donc d'évoluer. L'ensemble des FDS a été donné au partenaire 3M qui a équipé l'ensemble des étudiant.e.s de tous les EPI (équipement de protection individuelle) adaptés aux produits du catalogue. Grâce au tableau, le partenaire a aussi mis en face les éléments d'ateliers nécessaires. Par exemple : porter tel EPI sous une hotte, et porter tel EPI sous une hotte avec un responsable d'atelier présent. Il s'agit là des différents niveaux de sécurité qui peuvent être donnés.

Évidemment tout ce travail réalisé devait faire l'objet d'une communication. Une campagne d'affichage est toujours présente au sein des ateliers sous l'apparence de stickers, sur chacune des machines, sur chacune des armoires de produits, de manière à pouvoir communiquer sur la dangerosité. C'est un point très important, car malgré cette communication, on s'est rendu compte avec le temps que certain.e.s étudiant.e.s, s'ils/elles ne retrouvent plus un produit, vont parfois l'acheter directement dans le commerce.

J'ai voulu que le magasin soit volontairement plus restreint. Aujourd'hui, concernant les résines, il n'y a maintenant plus que 3 qualités disponibles : quelque chose de vraiment mou, quelque chose de semi-dur et quelque chose de rigide. Si les étudiant.e.s souhaitent quelque chose de supplémentaire, ils vont le chercher dans les magasins. On a alors imaginé une « Convention de proximité » pour nos fournisseurs de proximité. Tout autour de l'école, on a pris contact avec des entreprises qui permettaient de fournir des compléments à ces matériaux. La procédure

dans ce cas reste inchangée, les étudiant-e-s se présentent en magasin avec un bon de commande, prennent la matière sans avoir à la payer et reviennent travailler. La proximité leur permet de récupérer rapidement les matériaux. Les magasins refacturent ensuite à la fin du mois l'ensemble des achats.

Nous développons maintenant la même approche avec des prestataires de proximité, en complément de nos fournisseurs de proximité.

Par exemple, nos étudiant-e-s s'intéressent de plus en plus au travail de la terre et à la céramique. À proximité, nous avons trouvé près de la gare de Lyon 200 m² d'atelier, comme un fab lab, autour de la céramique. Nous avons rédigé avec ce prestataire notre première convention. L'idée est de tisser autour de l'école un écosystème qui permettra de compléter nos outils et besoin en matériaux. On a aussi beaucoup communiqué sur la question du flux de la matière, car leurs magasins proposent de la matière neuve et en stock. Elle arrive dans les espaces de débit, ensuite elle part dans les ateliers pour être mise en forme. Puis elles font leur vie au travers de maquettes, de prototypes, lors de rendus pédagogiques, ou en fin de semestre pour des rendus d'examens. Avant, le tout était jeté, il n'y avait pas de solution derrière. Il me semblait important de créer un espace de revalorisation, et c'est ce qui a donné l'envie – sous l'impulsion d'un projet d'étudiant-e-s – de créer une « récupérathèque ».

Dès la première année, on a créé un événement appelé le *Grand démontage*, qui a lieu désormais à chaque fin de semestre. Lors de ce *Grand démontage*, les étudiant-e-s installent un studio photo dans la cour de l'école, où se trouvent aussi tous les ateliers, pour que l'ensemble des maquettes soient photographiées et ensuite démontées de manière à être revalorisées. Au commencement, la récupérathèque est devenue très vite une déchéthèque. Il a fallu comprendre pourquoi et ensuite parvenir à travailler avec les étudiant-e-s pour mieux identifier ce qui pouvait être un matériau revalorisable et ce qui devenait vraiment un déchet.

Cette phase est importante et nécessaire à mettre en place. Une anecdote parmi d'autres : à la suite d'une exposition faite par l'école, les étudiant-e-s étaient revenu-e-s avec une dizaine de bottes de tasseaux de 4 mètres, mais chacun de ces tasseaux devait comporter à peu près 100 agrafes. Quelle est la valeur de ces tasseaux une fois qu'ils auront pris le temps de retirer ces 100 agrafes par tasseau ? Car tels quels, on ne peut pas prendre le risque de les mettre dans les machines, ni pour la personne ni pour la machine. Grâce à ces enseignements, pour la scénographie suivante, ils/elles trouveront un autre moyen que les agrafes pour fixer et tendre des tissus ou suspendre les choses. Pour le *Grand démontage*, nous avons réalisé un jeu, l'« ENSCI roulette » : chacun tire au sort une tâche qui lui est confiée – ranger la récupérathèque, vider les plateaux, etc. – parallèlement à ces tâches qui permettent de nettoyer l'école, chacun-e photographie ses maquettes et les revalorise. Ce moment pédagogique a permis de remplir très vite notre récupérathèque et de l'alimenter régulièrement.

Il fallait ensuite trouver une place appropriée à ces matériaux revalorisés dans la méthodologie de projet. Là encore, la communication s'est avérée décisive auprès des enseignant-e-s et des étudiant-e-s. Les projets en design sont réalisés à partir de pré-maquettes. Ces pré-projets, lorsqu'il y a des rendus intermédiaires, sont remis en question par les enseignant-e-s et c'est ainsi qu'un projet évolue. Les enseignant-e-s et les étudiant-e-s ont été sensibilisé-e-s sur le fait qu'il n'est pas nécessaire d'utiliser des matériaux neufs pour quelque chose qui ne va être utile peut-être qu'une heure ou deux en présentation. Il faut accepter

que les choses ne soient pas toujours parfaites. Ce n'est pas un problème d'avoir un matériau un peu rayé, qui a déjà vécu. À ce stade, la maquette est un peu comme un décor de théâtre pour exprimer une forme d'archétype d'objet. Les étudiant-e-s sont donc invité-e-s à utiliser la récupérathèque pour toutes ces phases préliminaires du projet, les premières maquettes, et de n'utiliser le magasin de matériaux neufs qu'au moment de la réalisation des maquettes finales.

Au bout de 3 ans, la récupérathèque fonctionnait parfaitement, avec une économie de 10 000 euros en moins d'achats, ce qui représente à peu près le budget d'un des ateliers. Cet argent a été replacé dans la protection et la communication. Le fait d'avoir classifié l'ensemble de ces matériaux a permis de remettre en perspective les matières et les techniques. Cela a amené les étudiant-e-s à reconsidérer leurs façons de travailler, et c'est là un des secrets du bon fonctionnement de la récupérathèque. D'ici septembre 2022, les étudiant-e-s auront une récupérathèque qui sera 5 fois plus grande et vraiment organisée avec tout le savoir qu'ils/elles ont pu acquérir, autant sur la nature des chutes de matériaux que sur la taille minimum ou maximum qui permet de recycler. En augmentant cet espace, nous allons ouvrir une partie « matériaux souples », puisqu'on a aussi un département de design textile à l'école. Avec l'augmentation de l'espace disponible, on va pouvoir ouvrir vers des partenariats, des collaborations, par exemple sur des panneaux de bois ou des chutes d'entreprises qui ne sont pas loin. Il y a aussi une réflexion autour des journées Portes Ouvertes, un moment ouvert sur la ville où l'on pourrait proposer des sessions de bricolage ou de réparation, afin de partager cette énergie à l'échelle du quartier.

Étant responsable d'enseignements, ces projets m'ont permis de faire évoluer la transmission sur les enjeux de l'économie de moyens, du calepinage, etc. Nous avons fait évoluer certains cours, fondés sur de la rétro-conception pour introduire la notion de réparabilité. Le cours appelé « Analyse de produits » consiste à prendre un objet, à le démonter entièrement, ce qui permet aux étudiant-e-s de porter un regard sur l'objet et peut-être d'identifier un défaut de conception et potentiellement d'améliorer l'appareil. Il s'avère parfois très difficile de démonter un objet et d'arriver jusqu'à ses composants. Aussi demain s'ils/elles devaient redessiner cet objet, ils/elles se demanderaient vraiment s'ils/elles mettraient une dizaine de vis pour tenir le socle par exemple. Les étudiant-e-s apprennent à réfléchir à la conception des produits pour les réimaginer autrement, les optimiser sur le plan de la matière et des techniques.

Enfin, cette caractérisation des matériaux a permis à l'échelle de l'école de remettre en question l'appel d'offre public sur la gestion des déchets, car on a désormais des caractérisations précises et on connaît tout le cycle de la matière.

On a donc travaillé avec un prestataire extérieur pour ne pas abandonner les déchets et conserver une sorte de responsabilité jusqu'au moment où ils seraient revalorisés. Ce partenaire-prestataire nous a accompagnés pour analyser chaque déchet et les quantités émises. À partir de quand peut-on récupérer ? À partir de quand est-on face à un déchet véritablement irrécupérable ? Ces questions se sont diffusées dans tous les étages de l'école et maintenant, cette politique de tri est généralisée. Les étudiant-e-s trient à la source, ce qui leur permet d'être beaucoup plus efficaces et ils s'assurent que ce qui ne peut pas être revalorisé part dans des chaînes de destruction bien en accord avec leurs principes.

Une précision est demandée concernant le fab lab céramique.

Laurent Greslin : ce fab lab nous permet de réfléchir sur la mutualisation des ressources. Pour l'école, la question est de savoir si on doit acheter une énième machine ou un four, et former les personnes pour ces équipements, ou si on peut capitaliser sur l'existant et travailler en mutualisation entre structures. Au sein de l'école, on a aussi un problème très concret de contrainte de place. Même si l'école fait des travaux pour agrandir, notre vision stratégique favorise désormais la mutualisation plutôt que l'acquisition systématique, sachant qu'aujourd'hui l'école est déjà très équipée. Pour aller au-delà avec les étudiant-e-s et les accompagner dans leurs envies et leurs besoins, il s'agit désormais de travailler en partenariat avec des entreprises qui possèdent déjà ces moyens plutôt que de les acquérir nous-mêmes.

Une question est posée par rapport aux ateliers de sérigraphie.

Laurent Greslin : Nous avons arrêté la sérigraphie parce que cette technique pose vraiment la question de la santé de la personne et de la dépense d'eau et d'énergie. Pour dégraver les cadres, cela nécessite des produits chimiques extrêmement toxiques et des tonnes d'eau « karcherisée ».

D'autre part, ce n'est pas le cœur de l'activité de l'école, tout comme la céramique. Par contre, il est important d'arriver à répondre à ce besoin. Le réseau des métiers d'art Est Ensemble, à Pantin, est en train de développer des ateliers, dont un espace sérigraphie. Il y a aussi le fab lab Ici Montreuil, mis en place il y a quelques années par Nicolas Barre et qui va monter Ici Paris, qui offrira de grands espaces d'ateliers. Mon premier réflexe avait été de collaborer avec d'autres écoles, sans avoir réussi car ils ont des temporalités qui sont à peu près les mêmes que les nôtres, ponctuées par des semestres et les besoins apparaissent au même moment. Il faut donc trouver d'autres solutions et toujours se poser la question : n'est-ce pas intéressant d'aller trouver des compétences, des espaces ou des outils ailleurs que dans nos murs ?

Une personne interroge sur les protocoles et les méthodologies mises en place pour engager ce type de réflexion ? Y a-t-il une réciprocité avec les fab lab et les partenaires ?

Laurent Greslin : L'entreprise TRIBU nous a accompagnés sur la gestion des déchets. Avec l'entreprise qui travaille sur la céramique, l'échange est différent. L'école a développée récemment une machine d'impression 3D céramique. Nous étudions avec l'entreprise qui dispose de 200 m² la possibilité de mettre les machines à disposition directement chez eux. L'idée, c'est d'augmenter leurs moyens de production, de former quelqu'un chez eux, et pour les étudiant-e-s de venir faire des micro-formations dans cet espace-là.

Concernant la transmission, je ne refuse jamais une invitation à communiquer ce travail en cours. Avec l'ANDÉA, j'ai participé à un groupe de travail et ai proposé de faire de la sensibilisation en passant une journée à l'ENSCI. Nous proposons d'inviter ainsi d'autres écoles, d'autres directeur-ice-s d'écoles ou responsables d'ateliers pour leur montrer notre fonctionnement. L'idée n'est pas de donner des leçons, mais de dire que nous apprenons de nos erreurs et que l'on peut par exemple flécher les risques potentiels. Cela permet aux autres de gagner du temps et de monter en efficacité.

J'ai beaucoup discuté avec d'autres écoles via l'ANDÉA. Il y a aussi d'autres phénomènes sur lesquels il est possible de travailler, notamment sur l'essoufflement de d'initiatives portées par des étudiant-e-s, et comment y remédier. En tant qu'école, il est important de réfléchir à la valorisation de ce temps d'engagement par les étudiant-e-s dans de tels projets, parce qu'il faut garder en tête que beaucoup d'entre eux/elles travaillent (vivre à Paris coûte cher). Il faut être sensible à la question de la « mise en souffrance » dans le sens où les étudiant-e-s sont sursollicité-e-s. Pourtant il est nécessaire qu'ils/elles soient à la manœuvre et aux commandes de tels projets. On doit donc les aider à faire perdurer ces initiatives. Un autre point important est l'attractivité. Nos magasins de matériaux sont ouverts pendant les heures ouvrées des responsables d'ateliers du lundi au vendredi, *la MALLE*, elle, est ouverte 24h/24 ce qui représente un réel avantage pour eux de pouvoir prendre de la matière à tout moment. Dans 20 ans, ces étudiant-e-s auront l'âge de leurs enseignant-e-s : quels enseignements porteront-ils alors ?

L'école a dégagé plein de pistes qu'elle va approfondir. Les étudiant-e-s sont mobilisé-e-s dans beaucoup d'instances et c'est une réflexion globale qu'il faut avoir. Est-ce que cet engagement doit être valorisé par des ECTS ? Est-ce une journée par semaine systématiquement banalisée pour que chacun-e soit impliqué-e dans ces transformations ? Il faut dresser la liste des ambitions : il faut mesurer le temps dont on dispose et jusqu'où a-t-on envie d'aller. L'école a envie d'augmenter cette question de la communication, d'accompagner le développement de la récupérathèque comme outil, de développer des partenariats et demain, d'avoir une ouverture sur la ville à des moments ponctuels, là aussi pour faire école à l'échelle du quartier. Les formes sont encore à déterminer, mais on souhaite vraiment avancer sur le sujet.

Marion Legrand, membre de la Fédération des récupérathèques.

La Fédération est en lien avec une trentaine d'écoles en France et en Europe et notamment en Belgique.



Cette question de revaloriser l'investissement des étudiant-e-s dans la réflexion autour des matériaux et dans leur implication au sein des récupérathèques a déjà été menée dans certaines écoles de Bruxelles, où des membres de la Fédération des récupérathèques font des accompagnements annuels crédités par des ECTS, crédits qui comptent pour les diplômes. En fin de semestre ou de quadrimestre, ils présentent le travail effectué dans cette optique-là. La Fédération propose aux écoles des cours et des workshops qui permettent aux étudiant-e-s d'acquérir des points pour leur diplôme dans ce but. Mais c'est encore en développement. Cela ne fait que 2 ans à Bruxelles que la

Fédération a lancé ce travail, qui fonctionne plutôt bien.

Est-il possible de mettre en partage ce travail d'identification des matériaux selon leur dangerosité ou leur toxicité ?

Laurent Greslin : Cela peut être mis en partage, notamment l'analyse du Docteur Forget. Les FDS sont en accès libre, mais pas leur qualification. Se pose la question de savoir comment faire pour les partager. Est-ce par le biais d'une plateforme en ligne, mais quelle sera alors sa visibilité et comment le contenu sera-t-il mis à jour ? Est-ce le bon outil ? Avec les étudiant-e-s, nous nous posons la question d'une charte interne de valorisation et de partage. Ces questions appartiennent au monde dans sa globalité, et pas uniquement à notre école. Nous souhaitons partager ce travail, reste simplement à définir avec quels outils.

Marion Legrand : la Fédération des récupérathèques est une association qui met en lien toutes les récupérathèques montées dans les écoles d'art. La première récupérathèque officielle de France, avec le nom « récupérathèque » – qui a été déposé à l'INPI – a été montée en 2015 aux Beaux-Arts de Lyon. Ses fondateurs étaient étudiant-e-s à l'École des Beaux-Arts de Lyon. Ils avaient constaté plusieurs problématiques : d'ordre écologique quant aux schémas de création actuelle, et d'accessibilité financière. Le premier constat (schéma Olivier Milis et Esther Coillet-Matillon pour l'exposition « Matières grises » de l'agence d'architectes Encore Heureux, en 2015) indique que dans le schéma de création actuelle, on pioche des ressources et ensuite on génère des déchets de façon toujours exponentielle. Au lieu d'accentuer le creux engendré par la création, l'idée des créateurs des premières récupérathèques était de s'attaquer aux monticules de déchets en imaginant les revaloriser et les réintroduire dans un cercle vertueux de création.

D'après la définition du dictionnaire, les déchets sont les matériaux rejetés comme n'ayant pas de valeur immédiate ou laissés comme résidus d'un processus ou d'une opération. Lorsque le matériau n'a plus de valeur immédiate, il sera considéré comme un rebut. Dans un petit schéma explicatif du cycle de vie des matériaux, on voit qu'on extrait des ressources pour les transformer en matières premières, ensuite on crée des objets, éventuellement on les recycle, on retransforme la matière en matière première pour refaire des objets, ou alors on a un cercle qui est plus rapide à travers le réemploi. La récupérathèque se place à ce niveau-là, mais elle ne fait pas de recyclage. L'idée est de réemployer des matériaux qui sont encore utilisables suite à la première vie de l'objet.

Dans les déchets, il existe une sorte de hiérarchisation qui s'appelle les 3 R : Reuse, Reduce, and Recycle. *Reuse*, c'est l'échelle du réemploi, qui correspond à la réutilisation quasi telle quelle de la matière, mais non pas de l'objet avec une revalorisation simple et peu de transformation du matériau. *Reduce*, c'est plus l'idée de travailler en sobriété, réduire l'impact écologique du matériau. Et *Recycle*, c'est recycler, ce qui implique de modifier plus profondément la matière. Les récupérathèques ne sont pas dans cette hiérarchie, elles travaillent essentiellement au niveau de la réutilisation. Le deuxième constat des étudiant-e-s qui ont monté la première récupérathèque, c'était l'idée de plus de solidarité. Il y avait des inégalités dans l'accessibilité des étudiant-e-s aux matériaux, puisqu'en fonction de leurs moyens, contrairement à l'ENSCI, dans la plupart des écoles des Beaux-arts, les matériaux ne sont pas fournis. Les étudiant-e-s doivent eux-mêmes acheter leurs matériaux, sauf quand ils participent à des workshops spécifiquement pris en charge par l'école. En voyant que des étudiant-e-s pouvaient se permettre de s'acheter

de beaux matériaux et d'autres pas, et en voyant aussi que chaque année des bennes entières se remplissaient de déchets de maquettes abandonnées, auquel s'ajoute l'augmentation du coût d'inscription dans les écoles d'art, les créateurs de la récupérathèque ont pensé qu'il fallait faire quelque chose pour une plus grande équité au niveau de la production des étudiant-e-s.

Depuis les premières récupérathèques en 2015, de nombreuses récupérathèques sont nées soit dans les écoles d'art soit dans des espaces citoyens un peu de partout en France et en Europe. Il y a le cas de Gilbard en Belgique : un collectif de personnes rassemblées autour d'un projet associatif qui allie lien social et création contemporaine. C'est une récupérathèque publique où des projets de construction et de création peuvent se développer. On y trouve des matériaux accessibles à la communauté et aux gens qui veulent adhérer à cette récupérathèque. Ils sont ancrés dans un quartier de Bruxelles où ils font un énorme travail de lien social en créant des événements dans leurs ateliers, ils accueillent le public, ils organisent des ateliers en partenariat avec des MJC ou avec des écoles pour sensibiliser à la création. Ce sont plutôt des designers, ils font surtout de l'objet, notamment du mobilier et leur façon de vivre est de répondre à des commandes publiques et à des projets en fonction des matériaux qu'ils ont à disposition. Ce qui est intéressant avec les récupérathèques, c'est qu'on place le projet de la création sous un autre angle, ce qui donne énormément d'idées, d'initiatives et de nouveaux projets qui n'auraient peut-être pas vus le jour s'il n'y avait pas eu ces matériaux-là à disposition.

Comment une récupérathèque fonctionne-t-elle concrètement ?



Au centre d'une récupérathèque se trouvent les membres de la récupérathèque. Autour il y a la récolte des matériaux, la revalorisation de ces matériaux et leurs échanges. La partie la plus importante est la récolte des matériaux. Elle se fait selon 2 possibilités :

- la première, la plus facile et celle privilégiée en général au sein des récupérathèques d'écoles, c'est le flânage. Il s'agit d'une récolte interne aux lieux. Les étudiant-e-s se promènent, flânent dans l'école et repèrent les matériaux qui ont l'air abandonnés depuis un moment dans le bâtiment. Ça permet aussi de nettoyer, de ranger et de trier l'école de façon régulière. Les étudiant-e-s ont imaginé un système d'avis de passages. Au bout de 3 avis de passages, le matériau est considéré comme abandonné.
- la deuxième solution, c'est le glanage qui nécessite une ouverture de l'école sur l'extérieur, en cherchant des partenariats avec des entreprises qui auraient des chutes de matériaux, des rebuts ou des invendus. Ça fonctionne

assez bien, surtout quand on explique aux étudiant-e-s qu'ils doivent dire aux entreprises que donner des matériaux, c'est une possibilité de défiscalisation. Le glanage permet aussi aux étudiant-e-s de mieux connaître leur environnement proche, découvrir qu'il existe des usines à côté qui travaillent le métal par exemple, et qu'ils/elles vont pouvoir récupérer des chutes de tôle. L'avantage du glanage est de permettre aux récupérathèques d'accéder de temps en temps à des matériaux neufs (des chutes jamais utilisées).

Les récupérathèques fonctionnent dans une gouvernance partagée. Lorsqu'une récupérathèque est créée, on explique aux étudiant-e-s qu'ils doivent créer un bureau avec des tâches que chacun-e se répartit. En fonction des appétences et des désirs de chacun, ils/elles prennent en charge une partie de la gestion de la récupérathèque. Il faut en général un-e graphiste pour la communication, un-e secrétaire pour prendre en notes et archiver les réunions. La Fédération les aide à travers des outils d'intelligence collective mis en place au sein du réseau. L'autre élément essentiel, c'est le lieu. Aménager l'espace d'une récupérathèque nécessite de définir quels sont les besoins de stockage et les besoins en termes d'usages. Souvent, les récupérathèques ont un espace pour stocker les matériaux, mais aussi un espace de travail, de partage, éventuellement un espace pour des réunions, pour des workshops ou des ateliers. La Fédération encourage, en tant que médiatrice des directeur-ices d'écoles ou professeur-e-s à avoir un local le plus adapté possible. On peut tout à fait commencer avec seulement un placard, ce n'est pas grave. Mais il faut montrer à l'école que leur placard sera organisé, rangé, et que plus ils auront de l'espace et plus l'école fera des économies en matière de matériaux, et que cela développera d'autres initiatives étudiantes.

L'élément crucial, c'est la monnaie alternative. Elle est essentielle au bon fonctionnement des récupérathèques, car contrairement à l'ENSCI, la plupart des écoles ne sont pas gratuites. C'est une monnaie qui n'est pas matérielle. Lorsque les étudiant-e-s deviennent adhérent-e-s de la récupérathèque, ils/elles ont un solde de départ et la monnaie permet de garantir l'équité entre les étudiant-e-s, car n'importe qui peut avoir un solde positif au sein de sa récupérathèque s'il/elle s'investit et amène des matériaux. Cela redonne de la valeur aux rebuts, puisque les matériaux a priori sans valeur auront à nouveau une valeur au sein de la récupérathèque et pourront s'échanger contre de la monnaie alternative ou contre d'autres matériaux. L'application *Miscellium* permet de classer les matériaux apportés, en fonction de leur typologie, de leur état, de leurs dimensions. L'application calcule un coût. De plus en plus de récupérathèques s'enregistrent sur cette application et répertorient leurs matériaux, ce qui incite à l'échange, au réemploi et à la coopération. Cette application évite aux étudiant-e-s d'accumuler des matériaux en disant « je m'en servirai peut-être plus tard », parfois ils ne s'en servent jamais.

La récupérathèque est un lieu organisé, rangé, un lieu convivial de partages, de recherches.

La Fédération des récupérathèques est une association qui met en réseau toutes les récupérathèques créées. Il existe 22 récupérathèques en activité, 13 en construction, avec 12 tonnes de déchets réemployés par an. Et le réseau continue de s'agrandir. Ce sont essentiellement des récupérathèques d'écoles, mais la Fédération essaie d'inciter aussi à des créations de récupérathèques dites citoyennes. Les objectifs de la Fédération sont d'accompagner, de relier et de valoriser.

Accompagner : c'est mettre en place des programmes d'accompagnement et de suivi des récupérathèques déjà en construction. Les étudiant-e-s restent en moyenne dans une école pendant 3 ans, et doivent comprendre que lorsqu'ils ont monté la récupérathèque, il faut ensuite faire une passation aux années inférieures pour rendre leur récupérathèque pérenne. La Fédération leur donne des outils pour assurer cette suite. Elle leur explique l'importance qu'il y ait un professeur-e référent-e qui n'intervienne pas forcément dans la récupérathèque, mais qui soit au fait. Elle leur propose des accompagnateurs, membres du bureau, formés pour proposer des modules comme des workshops, des accompagnements de lancement.

Relier : c'est créer du réseau entre toutes ces récupérathèques. La Fédération a créé des événements permettant de rassembler les délégués des différentes récupérathèques sur un temps de 4 ou 5 jours dans un lieu défini, en mettant en place des ateliers pour parler des difficultés rencontrées et essayer de les aider. Le troisième objectif de la Fédération est de valoriser ces initiatives. Il faut en parler, les présenter et communiquer. Concrètement la Fédération est constituée de 2 entités, une association en France et une ASBL en Belgique. Elle emploie entre 8 et 12 bénévoles et 1 salarié. Elle a obtenu les subventions pour un deuxième salarié. La Fédération a été créée en 2016 par les 2 fondateurs de la première récupérathèque de l'ENSBA à Lyon suite aux nombreuses demandes d'étudiant-e-s. L'outil *Récupédia*, pour lequel la Fédération a obtenu un financement européen, a été créé pour l'espace Membre. Sur un principe *Wiki*, cet outil collaboratif peut être enrichi régulièrement. L'idée est de construire ensemble les outils nécessaires quand on monte sa récupérathèque.

Valoriser : c'est mettre en place des outils de communication, des supports visuels avec par exemple une vidéo ayant circulé dans toutes les écoles d'art de France et de Belgique. La Fédération donne des affiches en cadeaux à ses membres une fois par an. Elle a également créé une fiche outils qui permet de repérer les liens vers *Instagram*, *Facebook*, l'espace membre *Récupédia*, la *WebApp*. Elle propose aux écoles des offres d'accompagnement payantes. L'accompagnement de lancement consiste à formuler les besoins de l'école jusqu'au lancement de la récupérathèque. Ce sont des accompagnements assez longs qui s'étalent de plusieurs mois ou plusieurs workshops courts. Il y a également des événements organisés. Chaque année *La Rouart* réunit, durant 4 jours, entre 50 et 100 étudiant-e-s venant de toutes les récupérathèques d'Europe. Un autre événement est important : les RAR – résidences artistiques des récupérathèques. La 1^{ère} édition aura lieu en 2022 au Centre d'art de Vénissieux. Cette résidence répond aux besoins de création. L'objectif est de lier l'artistique et le réemploi, d'apprendre des techniques à la fois artisanales et d'écoconception et de diffuser des pratiques soutenables tout en créant un laboratoire d'expérimentation. À l'issue, une exposition sera organisée. Enfin, dernier événement à noter, le cycle annuel de 3 conférences en ligne et en présentiel qui se déroule à la Maison de l'écologie de Lyon.

Les idées et les innovations viennent souvent des artistes qui se sont toujours adaptés aux inventions et aux évolutions. La Fédération espère que les récupérathèques changeront la façon de voir la création. En tant qu'enseignante et en côtoyant les étudiant-e-s des écoles des Beaux-arts d'aujourd'hui, en comparant leurs pratiques actuelles à la mienne en 2009, je constate que leurs problématiques ne sont pas les mêmes. Maintenant les étudiant-e-s prennent soin de leurs matériaux et réfléchissent.

Émeline Eudes : Par rapport aux écoles supérieures nos écoles sans cycle diplômant n'engage pas la même relation aux élèves. Des modèles d'organisation de gestion partagée sont à penser par les responsables d'écoles. Il y a par ailleurs un vrai lâcher-prise esthétique à travailler sur l'aspect des matériaux réutilisés. Laurent Greslin disait qu'on ne va pas considérer la qualité esthétique du matériau, mais simplement son efficacité formelle ou opérationnelle en tant qu'objet et apprendre à regarder autrement. J'identifie cela comme un premier frein dans les pratiques amateurs. Est-ce qu'il est facile de le dépasser ? Comment embarquer tout le monde dans ce changement de positionnement, qui n'est pas forcément évident à remettre en cause du jour au lendemain.

Marion Legrand : La question esthétique se pose dans la vision qu'on peut avoir d'un matériau. Aujourd'hui on peut considérer qu'un panneau d'aggloméré peut être beau, et qu'on n'a pas besoin d'avoir une essence de bois rare. C'est aussi ce qu'on en fait, la forme et l'usage qu'on lui donne. À la Superfactory, (récupérathèque de La Cambre à Bruxelles) des étudiant-e-s ont créé une « souplothèque » (récupérathèque de matériaux souples, tissus, fils, etc.). Des designers ont expliqué des techniques de tissage pour réutiliser des laines usagées pas forcément jolies données par des magasins. Le rendu était visuellement plaisant.

Émeline Eudes : La question du stockage est une problématique qui revient souvent et les écoles ne parviennent pas toujours à anticiper ce besoin et trouver un lieu adapté.

Marion Legrand : En plus du lieu se posent des problèmes de temps, car les étudiant-e-s se plaignent que les récupérathèques ne sont ouvertes qu'à certains horaires et certains jours. Certaines étudiant-e-s ont du mal à s'engager et ne comprennent pas que la récupérathèque ne peut pas être ouverte 24h/24h, pour cela il faudrait qu'ils/elles acceptent de donner de leur temps.

Pour empêcher qu'une récupérathèque devienne une déchéthèque, il faut aussi donner aux étudiant-e-s du temps et des moyens. Valoriser l'investissement des étudiant-e-s se pose vraiment dans les écoles en France, car même si les étudiant-e-s voulaient s'engager, ce serait au « péril » de leurs études en consacrant 7 heures à la récupérathèque. Les enseignant-e-s et les directeur-ices d'école doivent en prendre conscience. S'investir dans une récupérathèque est très formateur, créer un magasin de matériaux nécessite une organisation, et de penser un projet dans sa globalité. Les étudiant-e-s doivent faire face au problème de la communication et des espaces souvent réduits. Lors des ROAR (Rencontres Officielles des Récupérathèques), on essaie de trouver des solutions.

Partage d'expériences / Interventions du public

Anne Jaillette, directrice de la maison des arts d'Évreux. Pendant une dizaine d'années, j'ai travaillé dans un des ateliers de la maison des arts « Des habits et moi ». Une convention avait été mise en place avec ECOTRI, une entreprise qui travaille avec les déchets. Tous les ans, des habits, des enveloppes corporelles ont été créés à partir de différentes thématiques. Les travaux ont été exposés, un DVD a été édité et Christian Lacroix s'est montré intéressé par ce projet. Cette belle aventure s'est arrêtée pour différentes raisons, mais l'atelier des matières fait perdurer ce côté laboratoire si intéressant. Le savoir-faire d'un plasticien y évolue avec les surprises des matériaux rencontrés.

Anne-Laure, enseignante à l'école municipale d'arts plastiques de Champigny-sur-Marne.

Au sein de l'école, j'ai ouvert un atelier écoresponsable de sérigraphie. Nous nous sommes posés des questions sur les matériaux à utiliser, les encres, les supports d'impression, etc. Nous récupérons un maximum de matériel auprès des partenaires de la Ville et d'Emmaüs. L'école a pu récupérer des tissus au mètre, des carnets, des fournitures scolaires. Les élèves viennent dans cet atelier sans projet défini au départ. Ce sont les matériaux récupérés qui vont le définir. On travaille cette année sur le thème du fragment et on se sert de tous les papiers récupérés ou recyclés pour faire des tests d'impression. En les mettant bout à bout ce sera à la fin une œuvre collective. Le défi est aussi de produire des objets qui eux-mêmes participent à cette boucle d'écoconception : on a pu produire par exemple des ciraphanes, des tissus encirés et sérigraphiés qui remplacent le film alimentaire. L'école récupère du tissu chez Emmaüs, l'imprime, le recouvre de cire pour pouvoir s'en servir pour recouvrir les aliments dans le frigo. À chaque fois, il faut trouver comment construire un projet avec toutes les étapes, de la création au travail du visuel, pour répondre à des fins d'écoconception. Quels matériaux choisir, comment le travailler en utilisant de l'électricité ou pas, et à la fin à quoi servira cette création ? Est-ce que ce sera une œuvre d'art qui sera uniquement contemplée, ou est-ce qu'elle trouvera une autre utilité ?

Emmanuel Cerdan, directeur de l'Atelier intercommunal du Briançonnais.

Ce n'est pas forcément une histoire de projet, mais une histoire de pratique. On est confronté avec les fournisseurs à la difficulté de trouver des matériaux de substitution. En sculpture par exemple, on utilise souvent des matériaux extrêmement toxiques et dangereux. On peut choisir de ne plus utiliser de couleurs dans un atelier de céramique, mais c'est difficile à faire passer à l'enseignant et aussi aux praticiens, aux élèves, car cela fait des années qu'ils pratiquent ainsi. Les enfants ont envie de couleurs également et il est difficile de leur dire qu'ils ne peuvent utiliser ni le rouge, ni le bleu, ni le jaune. Notre école se situe en montagne, et la déchetterie se trouve en territoire assez isolé, sans prestataires de tri. Quand les employés de la déchetterie jettent au même endroit tout ce que les élèves ont trié pendant des semaines, ces derniers sont désemparés. Je connais bien les fiches de sécurité des produits, mais je ne sais pas vers qui me tourner pour connaître des produits de substitution à utiliser dans les ateliers de céramique.

Hélène Galdin, directrice de l'école d'art de Saint-Denis.

La ville de Saint-Denis est une grande ville avec une école d'art qui se trouve dans des bâtiments délabrés et multiples. C'est souvent un enseignant qui occupe le poste de direction. Ces écoles-là n'ont aucun moyen de réponse, de moyens humains ou de relais dédiés à ces enjeux. Si l'école écoute les directives, elle ferme la pratique de la gravure, de la céramique, puisqu'elle n'a pas les moyens ni les soutiens des élu-e-s pour faire les réhabilitations nécessaires, ni les arguments ou les contacts pour pouvoir commencer une réponse afin d'engager tout le processus pour réaliser des investissements. En tant que directrice, j'ai besoin de relais sur un grand territoire, car sinon tous les ateliers seront fermés et nous ne ferons que de l'animation culturelle. De plus les enseignant-e-s ont été formé-e-s avec les anciennes pratiques et les élèves font ça depuis des années. Je pense que la formation des enseignant-e-s est un vrai sujet, un grand enjeu pour la pratique amateur qui n'est pas assez soulevé et pas assez travaillé collectivement pour pouvoir continuer à la défendre.

Marianne Abergel, enseignante de céramique à l'école d'Ivry-sur-Seine.

Je pense qu'il y a une grande différence au niveau de la sécurité entre la pratique amateur et la pratique professionnelle. En tant que professionnelle pratiquant tous les jours, je travaille les émaux qui sont toxiques en céramique, et je mets en place énormément de sécurité. Quand les élèves touchent les émaux 1 à 2 fois par mois, la toxicité n'est pas la même. J'essaie de sensibiliser beaucoup les élèves à ce problème ainsi qu'à la récupération. Je mets en place des pratiques pour récupérer la terre et l'émail avec des systèmes de bacs de décantation permettant de recycler une partie de ces matières. Je pense que la prise de conscience est individuelle et qu'il faut savoir où placer le curseur.

Hélène Galdin : Le problème vient des règlements européens dans lesquels sont inscrites nos pratiques sans parler de niveau, de distinction par rapport au temps passé. Ces demandes d'arrêt sont envoyées directement au Maire, qui engage alors sa responsabilité. Les écoles de pratique amateur ne peuvent qu'essayer de gagner du temps pour trouver des solutions. Il n'y a aucune organisation aujourd'hui qui puisse nous accompagner dans cette transition écologique.

Émeline Eudes : À l'école de Digne-les-Bains, des fonds Feder européens ont été sollicités pour mettre en conformité les lieux, avec l'installation de hottes aspirantes conséquentes et nécessaires dans certains espaces comme en céramique ou en gravure. La pratique quotidienne et la façon de travailler relèvent aussi de la question des savoir-faire, et il est intéressant de mettre en regard aujourd'hui ces évolutions de pratiques en les associant aux enjeux du numérique, qui permet des partages de savoir-faire et des mutualisations. Le numérique permet de découvrir des savoir-faire artisanaux, manuels, parfois complètement abandonnés et qui aujourd'hui ont de nouveau une vraie valeur. Parmi la jeune génération d'artistes, nombreux sont ceux qui se mettent à récupérer des fibres végétales, naturelles, ils vont aller en forêt ou se mettre à cultiver et se réapproprier ces gestes. Et cette pratique modifie complètement toute leur économie de travail.

Je crois qu'il y a un travail de formation collective à opérer. Il faut dialoguer pour cela avec le CNFPT pour mettre en place des formations (un travail est à faire sur le catalogue de leurs formations) permettant aux équipes de pouvoir s'outiller face à ces nouvelles pratiques, car nous allons avoir à faire à l'avenir à de nouvelles demandes et il faudra savoir accompagner ces changements auprès des publics. Je travaille sur un territoire de montagne, avec de toutes petites déchetteries. Nos matériaux ne sont pas du tout accompagnés à l'issue de l'école dans des tris responsables. Il est difficile, avec nos moyens, d'agir davantage sur cette partie en aval de notre activité. En revanche, en amont, on est en train d'expérimenter quelque chose avec une paysagiste-jardinière qui va nous accompagner pendant quelques temps. Il s'agit d'un travail de sensibilisation fait à la fois auprès des enseignant-e-s et des publics volontaires. L'idée est de lancer un petit jardin tinctorial, avec des plantes permettant de produire de la couleur. On ne cherche pas à devenir autonome en matière de production de couleurs, mais à proposer cette expérience pour que chacun se questionne sur ses usages. C'est comme cela que l'on a appris que pour produire du rouge à partir de la garance, il faut d'abord laisser pousser la plante pendant au moins 5 ans. La couleur rouge prend alors une toute autre valeur dans son usage. On peut aussi par exemple produire sa propre aquarelle, c'est possible manuellement, mais cela implique des heures et des heures de broyage manuel. Quand on passe par ce type

d'apprentissage, le rapport affectif à l'usage des couleurs change totalement. Et au lieu de produire 10 dessins, on va peut-être soupeser davantage l'usage du rouge et le réserver à quelque chose de vraiment particulier. La plus grande difficulté est de savoir comment accompagner le public dans ces nouveaux processus.

Annie Chevretil-Desbiolles, inspectrice de la création artistique au Ministère de la Culture - DGCA.

À Digne, il existe un centre d'art, le CAIRN, qui offre une réflexion similaire. Il existe les schémas d'orientation des arts visuels et les SODAVI, instruments pour l'appui du parcours de l'artiste, incluant tout cet écosystème. En PACA, le travail a consisté notamment à repérer toutes les ressources pour les artistes, autant les ressources propres à des fab lab, à des initiatives artistiques, que des ressources privées. La question a été de dire jusqu'où on va. Ont été identifiées les ressources en termes de matériaux, les ressources scientifiques, autant pour des résidences que pour ce travail de réflexion collective. À l'école d'Arles par exemple, dans le domaine photographique, il existe toute une réflexion sur l'acte photographique à partir d'un matériau naturel et des projets d'artistes qui vont dans ce sens, par le biais de projet de recherche. Ce lien arts-sciences permet de répondre à ces questions. C'est cette coopération et cette relation qui est une clé. Elle soulève une autre question dans une étude en cours de lecture interne : comment transférer ces enjeux de l'écoresponsabilité à la dimension de l'exposition, à l'économie même d'une exposition, à la scénographie, etc. ? Est-ce qu'on produit trop ? Est-ce que les moyens ne sont pas assez partagés ? Comment faire circuler davantage ces réflexions, les moyens à mettre en place ?

Sandrine Lebrun, directrice de l'école de Chambéry.

J'ai rencontré une difficulté suite au Covid, aux fermetures, confinement, déconfinement. À un moment, nous n'avons accueilli que les enfants, puis les ados et enfin les adultes. On a dû ranger, jeter tout ce qui occupait l'espace et gênait à la mise en place des gestes barrières et de la distanciation physique. Nous avions près d'un an de travail à stocker, sans pouvoir restituer les travaux des étudiant-e-s en fin de semestre. Nous sommes donc en train de désencombrer les ateliers, de travailler avec des collègues territoriaux pour essayer de trouver des solutions, être sur un rythme régulier d'évacuation et de contrôle de l'espace occupé.

Dans notre atelier de gravure, nous nous questionnons sur les nouvelles pratiques, les encres à l'eau, l'impression sur des supports de rebus tels que les tétrapacks, le carton, des objets eux-mêmes recyclés. J'ai été sensibilisée par rapport à des interventions en prison et me suis interrogée aussi sur comment faire dans les endroits où nous n'avons pas de moyens. J'essaie de voir comment créer dans toutes les situations, avec la préoccupation de la récupération ou l'utilisation des matériaux à disposition. Comment changer les habitudes, quels supports utiliser pour la gravure ? Nous sommes loin d'avoir toutes les réponses et il est difficile de répondre aux préoccupations sanitaires, économiques et écologiques. Nous nous faisons aider maintenant par des collègues agents municipaux, notamment l'agent menuisier pour essayer de trouver des fonctionnements nouveaux.

Émeline Eudes : Je me tourne vers Laurent Greslin sur la question de l'impact environnemental de l'établissement : comment monitorer, pouvoir dire et partager un bilan des changements observés, des consommations moindres et des gains générés ?

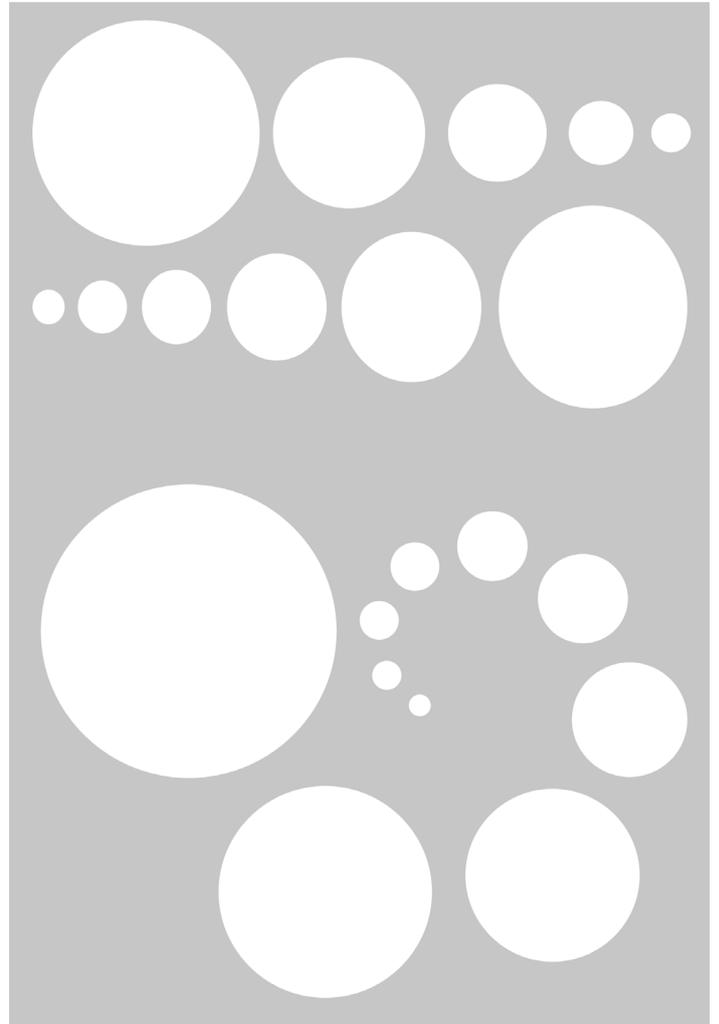
Laurent Greslin : À partir du moment où on a un magasin et qu'on est une école où les étudiant-e-s ne paient pas de

matériaux, il y a quand même un cadre à mettre en place et déterminer un plafond de consommation. On a la chance d'avoir quelqu'un qui développe des outils informatiques adaptés à nos besoins. L'idée est d'arriver à pouvoir rentrer très simplement les matériaux consommés pour chaque étudiant-e. Cela se fait directement au niveau du magasin, sur une tablette. L'étudiant-e entre son nom et ce qu'il a pris : une demi-planche, 1 quart de planche, 1 demi-litre, 1 litre de matériaux. Ce qui permet de déterminer une fourchette de prix. Cela permet aussi de sensibiliser les étudiant-e-s au coût de la vie après l'école. En en discutant avec TRIBU, l'idée est venue de sensibiliser sur l'impact environnemental de leur projet de semestre, de leur consommation et de leur pratique dans sa réalisation. On a mis en place l'affichage de la consommation sur les machines les plus impactantes, en écrivant que 4 heures d'étuve correspondent au chauffage d'une famille de 4 personnes pendant 1 soirée (c'est un exemple). L'idée n'est pas d'interdire l'usage, mais d'agir en conscience. On s'est par exemple rendu compte que la consommation d'eau chaque année à l'échelle de l'école représente une piscine olympique. L'école souhaite valoriser les bonnes pratiques comme l'utilisation de la récupérathèque, et de mesurer l'impact environnemental de l'école dans sa globalité, pour ne pas pénaliser les étudiant-e-s à l'échelle individuelle. Nous sommes en train d'accumuler les données avec notre développeur et sommes beaucoup accompagnés par la coopérative MU de François-Xavier Ferrari, qui a monté il y a une dizaine d'années une entreprise ayant travaillé sur l'analyse du cycle de vie (ACV) comme levier d'innovation. Il nous accompagne pour rendre le discours très simple en 1 phrase de manière à déployer des outils et une analyse environnementale de l'école qui parlent à tout-es.

Marion Legrand : Aujourd'hui concrètement, les étudiant-e-s ont du mal à quantifier le volume de déchets qu'ils ont réutilisés. Pour motiver et continuer à faire des choses, c'est important de le savoir et de s'en rendre compte. La communication est vraiment essentielle pour que le grand public aussi prenne conscience de tout cela. Les élèves entre 15 et 17 ans sont très peu sensibilisé-e-s à l'écologie. Je suis personnellement convaincue, en tant que professeure en lycée professionnel, que l'éducation est la base essentielle de ces changements à opérer. Les citoyen-ne-s de demain doivent être conscient-e-s des matériaux, car on est tou-te-s créateur-ric-e-s. Quand on réaménage son appartement, on choisit des matériaux et des objets. Quand on achète et quand on consomme on peut faire un acte militant. Il y a plein de petites choses qui peuvent faire prendre conscience à tout le monde qu'il faut réfléchir à notre façon de consommer.

Conclusion d'Émeline Eudes :

Je pense qu'il est important de poursuivre cette réflexion qui nous renvoie tout autant à nos responsabilités et nos désirs qu'à nos contextes et nos contraintes. Comment formaliser ce changement de culture avec nos équipes et nos élèves ? Ce sont de nouveaux moyens et de nouveaux outils que nous sommes amené-e-s à mettre en œuvre. Mais n'est-ce pas aussi une nouvelle relation à l'enseignement et à la création qui pourront emmener l'ensemble des personnes qui font une école d'art (étudiant-e-s, élèves, enseignant-e-s, personnels) vers une prise de conscience indispensable à laquelle nous acculent l'exigence écologique et nos budgets bridés.



L'ANÉAT est membre actif du CIPAC
(Fédération des professionnels de l'art contemporain)
et membre associé externe de l'ANdÉA
(Association Nationale des Écoles supérieures d'Art).

L'ANÉAT est également en lien avec le CNFPT
(Centre National de la Fonction Publique Territoriale)
et l'APPÉA (Association nationale des Prépas Publiques
aux Écoles supérieures d'Art).



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

L'ANÉAT est soutenue
par le ministère de la Culture.

ANÉAT

Écoles municipales artistiques
71 rue Camille Groult
94 400 Vitry-sur-Seine

www.aneat.fr — contact@aneat.fr